

Art. 2. § 1^{er}. L'emploi mentionné ci-après du niveau B ne peut être pourvu que lorsque l'emploi d'assistant administratif aura été supprimé :

expert administratif : 2.

§ 2. Le Commissaire du Gouvernement du Budget constatera que les conditions reprises dans le § 1 ont été remplies, préalablement à l'occupation des emplois.

Art. 3. Les emplois repris à l'article 1^{er} sont répartis comme suit :

1 emploi d'assistant administratif est rémunéré par l'échelle de traitement 22B (en extinction);

1 emploi de collaborateur administratif est rémunéré par l'échelle de traitement DA4.

Art. 4. Le nombre maximal de personnes qui peuvent être engagées dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, en application de l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics de programmation et autres services qui en dépendent ainsi que dans certains organismes d'intérêt public, est déterminé comme suit :

Niveau D

Personnel de nettoyage et de cuisine 2

Art. 5. L'arrêté du Comité de gestion du 6 juin 2008 portant fixation du plan de personnel de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 mars 2009.

Anvers, le 6 mars 2009.

G. VAN GOOL

Art. 2. § 1. In de hierna vermelde betrekking van niveau B mag slechts worden voorzien wanneer de betrekking van administratief assistent is afgeschaft :

administratief deskundige : 2.

§ 2. De Regeringscommissaris van Begroting zal voor de bezetting van de betrekkingen vaststellen dat de voorwaarden vermeld in § 1 voldaan zijn.

Art. 3. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 worden onderverdeeld als volgt :

1 betrekking van administratief assistent wordt bezoldigd in de weddenschaal 22B (in uitdoving);

1 betrekking van administratief medewerker wordt bezoldigd in de weddenschaal DA4.

Art. 4. Het maximum aantal personen dat in dienst kan worden genomen met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur bij toepassing van artikel 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut, is als volgt vastgesteld :

Niveau D

Schoonmaak- en keukenpersoneel 2

Art. 5. Het besluit van het Beheerscomité van 6 juni 2008 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 10 mars 2009.

Antwerpen, 6 maart 2009.

G. VAN GOOL

SERVICE PUBLIC FEDERAL

DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2009 — 1762

[C — 2009/11218]

27 MARS 2009. — Arrêté royal concernant l'allocation de chauffage octroyée par le centre public d'action sociale dans le cadre du Fonds social Mazout

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi-programme du 22 décembre 2008, articles 253, 254, 256, 259, § 2 et 261;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 2005 visant à fixer des règles plus précises pour l'octroi de l'allocation de chauffage dans le cadre du Fonds social Mazout;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 18 décembre 2008;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi programme du 22 décembre 2008 prévoit que l'allocation de chauffage fonctionne par période de chauffe d'une année civile; que cette saison commence dès lors le 1^{er} janvier 2009, qu'il est indispensable de prendre un arrêté royal d'exécution afin que les mesures prévues dans la loi programme puissent s'appliquer; que dès lors l'ensemble des instructions doivent être communiquées le plus rapidement possible aux C.P.A.S. afin que ceux-ci puissent s'organiser;

Vu l'avis 46.117/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le montant de l'allocation de chauffage pour l'achat d'un combustible éligible en vrac est calculé en fonction du prix au litre selon la règle décrite au paragraphe 2.

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2009 — 1762

[C — 2009/11218]

27 MAART 2009. — Koninklijk besluit betreffende de verwarmings-toelage toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van het Sociaal Stookkoliefonds

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de programmawet van 22 december 2008, artikelen 253, 254, 256, 259, § 2 en 261;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 2005 tot het bepalen van de nadere regels voor de toekenning van de verwarmingstoelage in het kader van het Sociaal Stookkoliefonds;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 18 december 2008;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de programmawet voorziet dat de verwarmings-toelage zal worden toegekend voor een verwarmingsperiode gelijk aan een kalenderjaar; dat deze periode dus op 1 januari 2009 begint; dat een uitvoeringsbesluit dient te worden voorzien zodat de maatregelen voorzien in de programmawet toegepast kunnen worden; dat de richtlijnen dus zo snel mogelijk aan de O.C.M.W.'s dienen te worden overgemaakt, zodat deze de nodige voorbereidingen kunnen treffen;

Gelet op advies 46.117/1 van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Het bedrag van de verwarmingstoelage voor de aankoop van een in aanmerking komende brandstof in bulk wordt berekend in functie van de prijs per liter volgens de regel bepaald in paragraaf 2.

Par période de chauffe, un maximum de 1 500 litres de combustible éligible est pris en considération pour l'octroi de l'allocation de chauffage.

§ 2. Le premier jour de la période de chauffe de chaque année, le seuil de référence et les montants de l'allocation de chauffage y correspondant, sont adaptés comme suit :

a) un seuil de référence est déterminé selon la formule suivante : $1,30 \times$ la moyenne des prix maximums du gasoil de chauffage des cinq dernières années civiles.

Le seuil de référence ainsi déterminé est arrondi à la deuxième décimale inférieure.

L'adaptation du seuil de référence n'a lieu que pour autant que la variation par rapport au seuil de référence précédent, soit supérieure à 0,0500 EUR.

b) Le montant de l'allocation est déterminé comme suit :

si le prix facturé par litre est inférieur au seuil de référence augmenté de 0,200 EUR, l'allocation s'élève à 14 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,200 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,225 EUR, l'allocation s'élève à 15 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,225 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,250 EUR, l'allocation s'élève à 16 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,250 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,275 EUR, l'allocation s'élève à 17 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,275 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,300 EUR, l'allocation s'élève à 18 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,300 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,325 EUR, l'allocation s'élève à 19 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,325 EUR, l'allocation s'élève à 20 cents par litre.

Art. 2. Le montant de l'allocation de chauffage pour l'achat de gasoil de chauffage à la pompe ou de pétrole lampant (type *c*) à la pompe s'élève à 210 EUR par période de chauffe.

Art. 3. L'octroi d'une allocation de chauffage pour un des combustibles visés à l'article 1^{er}, exclut l'octroi d'une allocation de chauffage pour un des combustibles visés à l'article 2, et vice versa.

Art. 4. Lorsque la facture concerne plusieurs logements, le nombre de litres à prendre en compte par logement est calculé selon la formule suivante :

le montant total des litres de combustible éligible/nombre de logements dans l'immeuble concerné par la facture.

Art. 5. § 1^{er}. Le centre public d'action sociale vérifie sur base d'une enquête sociale si toutes les conditions sont remplies.

§ 2. Le demandeur doit apporter au minimum les preuves suivantes au centre public d'action sociale :

a) sa carte d'identité et, le cas échéant, de la personne qui fait la demande en son nom;

b) la facture de livraison du combustible éligible;

c) s'il habite dans un immeuble à plusieurs logements, une attestation du propriétaire ou du gestionnaire de l'immeuble mentionnant le nombre de logements concernés par la facture.

Per verwarmingsperiode kan maximum 1 500 liter in aanmerking komende brandstof in aanmerking genomen worden voor de toekenning van de verwarmingstoelage.

§ 2. De eerste dag van de verwarmingsperiode van ieder jaar worden de referentiedrempel en de bijhorende bedragen van de verwarmingstoelage als volgt aangepast :

a) men bepaalt een referentiedrempel volgens de volgende formule : $1,30 \times$ de gemiddelde maximumprijs van gasolieverwarming van de laatste vijf kalenderjaren.

De aldus bekomen referentiedrempel wordt tot op twee decimalen naar beneden afgerond.

De referentiedrempel wordt enkel aangepast wanneer de afwijking ten aanzien van de vorige referentiedrempel hoger is dan 0,0500 EUR.

b) Het bedrag van de verwarmingstoelage wordt als volgt bepaald :

indien de gefactureerde prijs per liter lager is dan de referentiedrempel verhoogd met 0,200 EUR, bedraagt de toelage 14 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,200 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,225 EUR, bedraagt de toelage 15 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,225 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,250 EUR, bedraagt de toelage 16 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,250 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,275 EUR, bedraagt de toelage 17 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,275 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,300 EUR, bedraagt de toelage 18 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,300 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,325 EUR, bedraagt de toelage 19 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,325 EUR, bedraagt de toelage 20 cent per liter.

Art. 2. Het bedrag van de verwarmingstoelage voor de aankoop van huisbrandolie aan de pomp of verwarmingspetroleum (type *c*) aan de pomp bedraagt 210 EUR per verwarmingsperiode.

Art. 3. De toekenning van een verwarmingstoelage voor één van de brandstoffen als bedoeld in artikel 1, sluit de toekenning van een verwarmingstoelage voor één van de brandstoffen als bedoeld in artikel 2, uit, en omgekeerd.

Art. 4. Wanneer de factuur meerdere woongelegenheden betreft, worden de per woongelegenschap aan te rekenen liter berekend met de volgende formule :

het totaal aantal liter in aanmerking komende brandstof/het aantal woongelegenheden in het gebouw waar de factuur betrekking op heeft.

Art. 5. § 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gaat op basis van een sociaal onderzoek na of alle voorwaarden vervuld zijn.

§ 2. De aanvrager moet ten minste de volgende bewijsstukken aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voorleggen :

a) zijn identiteitskaart en in voorkomend geval, van de persoon die in zijn naam de aanvraag indient;

b) de factuur bij levering van een in aanmerking komende brandstof;

c) indien hij in een gebouw met meerdere woongelegenheden woont, een bewijs van de eigenaar of beheerder van het gebouw waarin het aantal van de woongelegenheden vermeldt waarop de factuur betrekking heeft.

§ 3. En vue de vérifier les montants prévus à l'article 251 de la loi-programme du 22 décembre 2008, les centres publics d'action sociale ont accès électronique aux données du Service public fédéral des Finances. A défaut de ces données, le centre public d'action sociale doit au minimum demander les preuves suivantes :

1° pour la première catégorie de consommateurs à faibles revenus telle que mentionnée dans l'article 251, § 1^{er}, 1°, de la loi précitée :

a) un document probant de la mutuelle attestant qu'une personne du ménage bénéficie de l'intervention majorée au sens de l'article 251 de la loi-programme du 22 décembre 2008;

b) le plus récent avertissement - extrait de rôle de l'ensemble des membres du ménage ou, si le statut social ou, si les revenus ont changé : la plus récente fiche de salaire ou la plus récente attestation d'allocation sociale perçue. A défaut, tout document probant permettant de calculer sur base annuelle les revenus bruts imposables actuels.

2° pour la deuxième catégorie de consommateurs à faibles revenus telle que mentionnée dans l'article 251, § 1^{er}, 2°, de la loi précitée :

a) le plus récent avertissement - extrait de rôle de l'ensemble des membres du ménage ou, si le statut social ou, si les revenus ont changé : la plus récente fiche de salaire ou la plus récente attestation d'allocation sociale perçue. A défaut, tout document probant permettant de calculer sur base annuelle les revenus bruts imposables actuels;

b) le plus récent avertissement extrait de rôle en matière de précompte immobilier de l'ensemble des membres du ménage.

3° pour la troisième catégorie de consommateurs à faibles revenus telle que mentionnée dans l'article 251, § 1^{er}, 3°, de la loi précitée :

soit, la décision d'admissibilité de la requête en règlement collectif de dettes, visée à l'article 1657/6 du Code judiciaire, prononcée à l'égard d'un membre du ménage; soit, une attestation de la personne ou de l'institution tels que visés à l'article 67 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, qui pratique la médiation de dettes en faveur d'un membre du ménage.

Art. 6. Les centres publics d'action sociale transmettent au Service public fédéral de Programmation Intégration sociale, par voie électronique, les comptes arrêtés qui doivent comprendre les données suivantes :

1° la liste des bénéficiaires de l'allocation de chauffage. Cette liste mentionne :

a) le nom des bénéficiaires de l'allocation de chauffage;

b) l'adresse de la résidence principale des bénéficiaires;

c) le montant de l'allocation de chauffage qui a été octroyée à chaque bénéficiaire;

d) le type de combustible éligible utilisé;

e) l'adresse de livraison du combustible éligible qui doit correspondre à l'adresse où le bénéficiaire a sa résidence principale.

2° le nombre total de bénéficiaires de l'allocation de chauffage et le montant total de toutes les allocations de chauffage qui ont été allouées.

Art. 7. L'arrêté royal du 9 janvier 2005 visant à fixer des règles plus précises pour l'octroi de l'allocation de chauffage dans le cadre du Fonds social Mazout est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 9. Notre Ministre qui a l'Intégration sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
Mme M. ARENA

§ 3. Met het oog op het verifiëren van de bedragen voorzien in artikel 251 van de programmawet van 22 december 2008, hebben de openbare centra voor maatschappelijk welzijn elektronische toegang tot de gegevens van de federale overheidsdienst Financiën. Bij gebreke van deze gegevens, moet het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ten minste volgende bewijsstukken opvragen :

1° voor de eerste categorie van verbruikers met een laag inkomen zoals omschreven in artikel 251, § 1, 1°, van voornoemde wet :

a) een bewijsstuk van het ziekenfonds waarin het attesteert dat een persoon die deel uitmaakt van het huishouden van de verhoogde tegemoetkoming in de zin van artikel 251 de programmawet van 22 december 2008;

b) het meest recente aanslagbiljet van alle leden van het huishouden of, in geval het sociaal statuut of het inkomen gewijzigd is : de meest recente loonfiche of het meest recente bewijs van een ontvangen sociale uitkering. Bij gebreke hiervan, ieder bewijsstuk op basis waarvan het huidige bruto belastbaar inkomen op jaarbasis kan worden berekend.

2° voor de tweede categorie van verbruikers met een laag inkomen zoals omschreven in artikel 251, § 1, 2°, van voornoemde wet :

a) het meest recente aanslagbiljet van alle leden van het huishouden of, in geval het sociaal statuut of het inkomen gewijzigd is : de meest recente loonfiche of het meest recente bewijs van een ontvangen sociale uitkering. Bij gebreke hiervan, ieder bewijsstuk op basis waarvan het huidige bruto belastbaar inkomen op jaarbasis kan worden berekend;

b) het meest recente aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van alle leden van het huishouden.

3° voor de derde categorie van verbruikers met een laag inkomen zoals omschreven in artikel 251, § 1, 3°, van voornoemde wet :

hetzij de beschikking van toelaatbaarheid van de vordering tot collectieve schuldenregeling, als bedoeld in artikel 1657/6 van het Gerechtelijk Wetboek, uitgesproken ten opzichte van een lid van het huishouden; hetzij een attest van de persoon of de instelling als bedoeld in artikel 67 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, die de schuldbemiddeling verricht ten aanzien van een lid van het huishouden.

Art. 6. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn maken de afgesloten rekeningen elektronisch over aan de Programmatorische Federale Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie. Deze rekeningen vermelden de volgende gegevens :

1° de lijst van de begunstigden van de verwarmingstoelage. Deze lijst vermeldt :

a) de naam van de begunstigden van de verwarmingstoelage;

b) het adres van de hoofdverblijfplaats van de begunstigden;

c) het bedrag van de verwarmingstoelage die aan elke begunstigde werd toegekend;

d) de gebruikte in aanmerking komende brandstof;

e) het leveringsadres van de in aanmerking komende brandstof dat moet overeenstemmen met het adres waar de begunstigde zijn hoofdverblijfplaats heeft.

2° het totaal aantal begunstigden van de verwarmingstoelage en het volledige bedrag van alle verwarmingstoelagen die werden toegekend.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 9 januari 2005 tot het bepalen van de nadere regels voor de toekenning van de verwarmingstoelage in het kader van het Sociaal Stookoliefonds wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 9. Onze Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Mevr. M. ARENA